



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007 CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 13/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMPOST ENVIRONNEMENT

44 av du four à chaux
34260 La Tour-sur-Orb

Références : UD34/H2/2024-041
Code AIOT : 0006602015

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans l'établissement COMPOST ENVIRONNEMENT implanté Lieu-dit La Plaine du Mas 34650 Lunas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à une plainte pour nuisances olfactives formulée le 9 mai 2024 par l'Association de Sauvegarde de la Haute Vallée de l'Orb, domiciliée à Lunas et appuyée par une pétition signée de 311 riverains. La visite a également eu pour objet d'enquêter sur la gestion des refus de criblage qui ont été retrouvés sur des terrains agricoles de la commune de Dio-et-Valquières, ainsi que d'enquêter sur la pollution de l'eau du hameau de Caunas situé à l'aval hydraulique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPOST ENVIRONNEMENT
- Lieu-dit La Plaine du Mas 34650 Lunas
- Code AIOT : 0006602015
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Compost Environnement exploite sur une surface d'environ 13 000 m² sur le territoire de la commune de Lunas, lieu dit "La Plaine du Mas", une plate-forme de compostage de boues de station d'épuration urbaines (5060 tonnes en 2023) mélangées à des déchets verts (3388 tonnes en 2023) issus notamment des bennes de collectes des déchèteries.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Registre des sorties	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 33	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 56	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Ouvrages de prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 37	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 39	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Diagnostic des sources d'odeur	Arrêté Préfectoral du 18/11/2022, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Plan de réduction des émissions d'odeur	Arrêté Préfectoral du 18/11/2022, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Surveillance des émissions d'odeur	Arrêté Préfectoral du 18/11/2022, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Prévention, captage et épuration des rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 50	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Prévention des émissions odorantes.	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 52	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registres d'admission	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27	Sans objet
2	Gestion par lots	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27	Sans objet
4	Conformité du compost aux critères définissant une matière fertilisante.	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 31	Sans objet
13	Prévention des émissions odorantes.	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est proposé un rappel à la loi sous forme d'arrêté de mise en demeure compte tenu des non-conformités relevées notamment en ce qui concerne l'absence de relevé des consommations d'eau, la collecte des eaux polluées, le diagnostic des sources d'odeurs ainsi que leur réduction et leur surveillance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Chaque admission de déchets donne lieu au contrôle de leur conformité aux informations mentionnées sur le document d'information préalable établi en application de l'article 26. Les matières et déchets reçus font l'objet d'une pesée préalable hors site ou lors de l'admission, et d'un contrôle visuel à l'arrivée sur le site.</p> <p>« Une estimation des quantités entrantes peut faire office de pesée.</p> <p>« Toute admission de déchets autres que des déjections animales ou des biodéchets fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement.</p> <p>« Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ; - l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte, et leur origine ; - pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux

épandages de boues sur les sols agricoles, permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;

- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

« Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets. Cette disposition relative à l'enregistrement des matières ne s'applique pas aux effluents produits par un élevage dont l'installation de compostage est connexe. Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles visées à l'article L. 255-9 du code rural et de la pêche maritime.

« Le mélange de divers déchets ou le retour des composts en tête de traitement dans le but de diluer les polluants ou indésirables est interdit. »

Constats :

Les registres des entrées des années 2023 et de l'année 2024 ont été présentées. Ils contiennent les informations requises. On note l'absence de déchets refusés consignés dans le registre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion par lots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier d'enregistrement l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :

- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ;
- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process, les mesures de température étant réalisées conformément à l'annexe ;
- nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains ;
- durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation ;
- les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante.

Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans. Il est communiqué à tout utilisateur

des matières produites qui en fait la demande.
Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis sont relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.
Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations connexes d'un élevage compostant uniquement ses propres effluents.
Constats : Le fichier dénommé "suivi des boues" a été consulté pour les années 2023 et 2024. Il contient les informations requises. Aucune anomalie de procédé (températures par exemple) ou de non-conformité des composts produits sont consignés dans ce fichier. L'exploitant confirme qu'il n'y en a jamais.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Registre des sorties

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre de sorties distinguant les produits finis, les matières intermédiaires et les déchets destinés à l'épandage et mentionnant : <ul style="list-style-type: none"> - la date d'enlèvement de chaque lot ; - les masses et caractéristiques correspondantes, notamment par rapport aux paramètres de qualité spécifiés par la norme ; - le ou les destinataires et les masses correspondantes. <p>« Ce registre de sorties est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-13 du code rural et de la pêche maritime.</p> <p>« Le cahier d'épandage tel que prévu par les arrêtés du 27 décembre 2013 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises respectivement à déclaration, enregistrement et autorisation sous les rubriques n° 2101,2102 et 2111 peut tenir lieu de registre de sortie. »</p>
Constats : Le fichier dénommé "filière aval" a été consulté pour les années 2023 et 2024. Il contient les informations requises à l'exception des informations relatives à la norme NF U 44-051 et aux paramètres de qualité associés, notamment les taux d'inertes et d'impuretés dont la teneur maximale est réglementée. Le bilan 2023 de l'activité du site présente le résultat des paramètres de qualité pour chacun des 5 lots de compost produits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit ajouter au registre des sorties, les informations relatives à la norme NF U 44-051 et aux paramètres de qualité associés, notamment les taux d'inertes et d'impuretés dont la teneur maximale est réglementée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conformité du compost aux critères définissant une matière fertilisante.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime et des articles L. 214-1 et L. 214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de compost aux critères définissant une matière fertilisante.</p> <p>Sur cette base, l'exploitant établit annuellement un bilan des non-conformités et des quantités correspondantes, également tenu à la disposition de ces autorités.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage l'inspection a contrôlé que l'exploitant dispose des analyses justifiant de la conformité à la norme de chaque lot (notamment analyse SADEF du 2 avril 2024 relative au lot 2 de l'année 2024).</p> <p>Le bilan 2023 d'activité de la société ne fait pas ressortir de non conformité parmi les 5 lots de compost produits.</p> <p>Aucun refus de criblage n'est identifié dans le registre des sorties.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 56
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets produits par l'installation et la fraction indésirable susceptible d'être extraite des déchets destinés au compostage sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.</p>

<p>La quantité de déchets autres que les effluents, les déchets destinés au compostage et les déchets compostés entreposée sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p> <p>Les entreposages temporaires des déchets dangereux sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune consigne de retrait des déchets (plastique en mélange avec déchets verts par exemple) n'est présente sur site, et aucune benne dédiée n'est prévue.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre le tri des déchets non valorisables les plus volumineux présents dans les déchets verts et boues reçus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Ouvrages de prélèvements.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 37</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant indique dans son dossier les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'alimentation en eau potable alimentant notamment l'unité de diffusion du masquant d'odeur. Il n'a pas été en mesure de préciser la localisation du dispositif totaliseur et du dispositif de disconnexion.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un registre de relevé hebdomadaire de la consommation d'eau du site.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit transmettre un plan du réseau eau potable faisant apparaître la localisation du compteur du dispositif de disconnexion. Une photo de chacun de ces équipements est à transmettre.</p> <p>Une copie du registre de relevé hebdomadaire de la consommation d'eau doit être transmise afin de justifier sa bonne mise en œuvre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, prévention de la pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est conservé dans le dossier installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection d'un dysfonctionnement en cours de la pompe de relevage des eaux pluviales et jus collectés sur le site permettant de les diriger vers le réseau d'assainissement communal. Le regard associé à la pompe est à un niveau très haut, sans qu'un débordement soit observé compte tenu de l'absence de pluies le jour de l'inspection.</p> <p>Les eaux pluviales en contact avec les déchets ne sont donc pas collectées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit collecter l'intégralité des eaux pluviales en contact avec les déchets. Il doit disposer des pièces de rechange et assurer une maintenance préventive afin d'éviter toutes pannes de la pompe de relevage, équipement critique pour la bonne collecte des eaux du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Diagnostic des sources d'odeur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances olfactives

Prescription contrôlée :

Dans un délai de six mois, l'exploitant :

- identifie de manière exhaustive les sources d'odeurs présentes sur le site (surfaciques, diffuses, passives, aérées...);
- fait réaliser des mesures d'odeurs par analyses olfactométriques (niveau d'odeur mesuré selon la norme NF EN 13725 et évaluation des débits d'odeurs) et par analyse physico-chimique (concentrations en composés odorants et débit d'émission) au niveau des différentes sources d'odeurs identifiées. Ces mesures doivent permettre de justifier du respect des dispositions de l'article 53 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012;
- met en place sur le site un dispositif permettant d'évaluer les conditions météorologiques;
- analyse l'impact des conditions météorologiques sur la génération d'émissions olfactives en se basant notamment sur le retour d'expérience.

Constats :

Par courrier daté du 28 avril 2023 et reçu dans les services de l'inspection le 26 mai 2023, la société COMPOST ENVIRONNEMENT a transmis un rapport de la société EGIS daté du 11 mai 2023 concernant des mesures des niveaux d'odeurs réalisées le 30 mars 2023. Ces mesures ont caractérisé les odeurs émises par les différentes sources du site. Puis une modélisation de leur dispersion conclut au respect du seuil réglementaire de 5 unités d'odeur par mètres cubes.

Les sources d'odeur mesurées sont "produit fini", "refus de criblage", "maturation", "biofiltre 2", "biofiltre 3", "fermentation", "bâtiments déchets verts broyés" alors que l'exploitant lui même identifie également le mélange des boues et le criblage du compost comme une source d'odeur. Ce rapport ne décrit pas le niveau d'activité du site lors de la mesure. Les mesures n'ont pas été réalisées pendant des opérations de dépotage et mélange de boues ou retournement d'andain ou encore de criblage de produits. Les conclusions du rapport EGIS sont entachées d'une absence de caractérisation des sources d'odeurs supposées les plus fortes.

Lors de la visite du site, l'équipe de deux inspecteurs a nettement ressenti une forte odeur d'excréments sur le site et au niveau de la route départementale 8 située en contrebas. Une présence importante de mouches a été notée par l'équipe d'inspection. Le vent était faible. Les 2 sources d'odeurs les plus fortes étaient le criblage de compost mûré en cours sur le site Compost Environnement ainsi que du mélange de déchets vert et de boues préalablement à leur mise en fermentation sur le site d'Occitanie Environnement. La porte du bâtiment de mélange était maintenue ouverte compte tenu des allers-retours de la chargeuse et de l'absence d'automatisation de la fermeture de la porte. Aucun autre camion déposant des boues ou déchets verts n'a été constaté durant la visite.

Le dispositif de destruction d'odeur n'était pas actif. L'exploitant indique ne le faire fonctionner qu'en période chaude, estimant que c'est la période la plus propice aux nuisances olfactives. Les rampes de brumisation sont disposées au sud et à l'ouest en périphérie de la plateforme de compostage.

Aucun dispositif permettant d'évaluer les conditions météorologiques n'est présent sur le site.

Aucune analyse de l'impact de ces conditions sur les nuisances olfactives n'a été réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter les caractérisations des sources d'odeurs par celles des opérations les plus émettrices d'odeurs, à savoir le dépotage de boues, le mélange de boues et déchets verts et le criblage du compost.

<p>L'exploitant doit mettre en œuvre un dispositif permettant d'évaluer les conditions météorologiques.</p> <p>Ce dernier doit également analyser l'impact des conditions météorologiques sur la génération d'émissions olfactives en se basant notamment sur le retour d'expérience.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plan de réduction des émissions d'odeur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances olfactives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant remet au préfet une étude technico-économique proposant des solutions techniques visant à réduire la fréquence et l'intensité des épisodes olfactifs liés à l'exploitation de la plate-forme. Cette étude aborde a minima, pour les matières stockées sur les aires extérieures non couvertes, la faisabilité de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -confiner tout ou partie de ces matières dans une installation équipée d'un dispositif de traitement d'air suffisamment dimensionné ; -réduire les quantités présentes de chacune de ces matières ainsi que la durée de leur présence ; -diminuer les émissions d'odeurs inhérentes aux opérations de criblage ; -réduire les émissions d'odeurs consécutives au retournement et à l'aération des composts en phase de maturation. <p>Cette étude comprend un plan d'amélioration des installations mentionnant les solutions de traitement retenues associé à un échéancier que l'exploitant s'engage à respecter.</p> <p>La validation du diagnostic, de l'efficacité et de la suffisance des solutions proposées pourra être soumise à un expert tiers reconnu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier daté du 28 avril 2023 et reçu dans les services de l'inspection le 26 mai 2023, la société COMPOST ENVIRONNEMENT a transmis un plan de réduction des émissions mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un rappel d'objectifs et d'actions qui sont ceux imposés par les prescriptions ministérielles encadrant ses activités de compostage ; - que les boues les plus odorantes auraient été identifiées et exclues de la réception sur le site, sans justifier la nature de ces boues et les moyens permettant de s'assurer qu'elles ne soient pas réceptionnées sur le site ; - que les manipulations des andains et les criblages du compost sont réalisées lorsque les conditions de vents permettent de « maximiser les émissions odorantes vers des zones géographiques non habitées », sans que les conditions de vents associées ne soient précisées ni les moyens permettant de contrôler les conditions de vents ; - qu'un traitement des odeurs par la diffusion en solution aqueuse de produits « masquants » ou « destructeur d'odeur » par des rampes de brumisation disposées en périphérie du site ou des zones d'émission d'odeur. La nature du ou des produits utilisés n'est pas précisée, il est fait

mention d'une réaction chimique qui dégraderait les molécules odorantes. La fiche de données de sécurité du produit ou de ses composants n'est pas fournie. L'innocuité de ce produit pour la santé des populations et l'environnement n'est pas justifié. Le choix du positionnement des rampes de brumisation n'est pas décrit et étayé.

Aucune étude technico-économique n'a été réalisée pour étudier a minima, pour les matières stockées sur les aires extérieures non couvertes, la faisabilité de :

- confiner tout ou partie de ces matières dans une installation équipée d'un dispositif de traitement d'air suffisamment dimensionné ;
- réduire les quantités présentes de chacune de ces matières ainsi que la durée de leur présence ;
- diminuer les émissions d'odeurs inhérentes aux opérations de criblage ;
- réduire les émissions d'odeurs consécutives au retournement et à l'aération des composts en phase de maturation.

Lors de la visite, l'équipe de deux inspecteurs a nettement ressenti une forte odeur d'excréments sur le site et au niveau de la route départementale 8 située en contrebas. Une présence importante de mouches a été notée par l'équipe d'inspection. Le vent était faible. Le criblage de compost mûré était en cours sur le site Compost Environnement ainsi que du mélange de déchets vert et de boues préalablement à leur mise en fermentation sur le site d'Occitanie Environnement. La porte du bâtiment de mélange est maintenue ouverte compte tenu des allers-retours de la chargeuse et de l'absence d'automatisation de la fermeture de la porte. Des déchets verts étaient en cours de déchargement, mais aucun autre camion de boues ne s'est présenté durant la visite. Le jour de la visite, aucune plainte de riverains n'est recensée.

Le dispositif de destruction d'odeur n'était pas actif. L'exploitant indique ne le faire fonctionner qu'en période chaude, estimant que c'est la période la plus propice aux nuisances olfactives. Les rampes de brumisation sont disposées au sud et à l'ouest en périphérie de la plateforme de compostage sans justification que cela permet de prévenir les émissions odorantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser l'étude technico-économique prescrite afin de proposer des solutions techniques visant à réduire la fréquence et l'intensité des épisodes olfactifs liés à l'exploitation de la plate-forme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Surveillance des émissions d'odeur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances olfactives

Prescription contrôlée :

L'exploitant définit et met en place un suivi des installations à l'origine des odeurs de façon à s'assurer de la pérennité de l'efficacité dans le temps des actions complémentaires proposées. Il propose un programme de mesures périodiques d'intensités odorantes qui est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courrier daté du 28 avril 2023 et reçu dans les services de l'inspection le 26 mai 2023, la société COMPOST ENVIRONNEMENT a transmis un plan de surveillance mentionnant :

- un rappel de l'obligation réglementaire de mise en œuvre d'un registre des plaintes,
- la mention des mesures du 30 mars 2023 de la société EGIS (cf fiche de constat relative à la caractérisation des odeurs),
- la mise en œuvre d'un réseau de capteurs électroniques disposés en périphérie pour détecter une variation des émissions. Ces capteurs connectés permettraient de suivre les concentrations en sulfure d'hydrogène, ammoniac et les particules inférieures à 2,5 µm et 10 µm. Les résultats seraient horodatés et le suivi temps-réel est possible via une plateforme dédiée.

L'exploitant indique que les capteurs sont installés mais il n'est pas en capacité de présenter le suivi de leurs résultats de mesure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit effectuer une réelle surveillance des émissions d'odeurs en justifiant l'organisation mise en œuvre pour suivre les résultats des capteurs mis en œuvre. Il doit transmettre le plan d'implantation de ces capteurs, justifier le choix de ses emplacements et justifier des mesures prises pour s'assurer périodiquement de leur bon étalonnage (absence de dérive de la mesure).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Prévention, captage et épuration des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances olfactives

Prescription contrôlée :

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et de matières diverses. Il met en place si nécessaire des systèmes d'aspersion ou de bâchage.

Les équipements et infrastructures susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou composés odorants sont exploités de manière à prévenir les émissions et sont, le cas échéant, munis de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions. Les effluents gazeux canalisés sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz dont la sortie est implantée de manière à limiter la gêne pour le voisinage.[...]

Constats :

Le site comprend :

- une aire de stockage des déchets verts réceptionnés, fermentescibles, en attente d'incorporation avec les boues et dont la surface n'est pas délimitée ainsi que la durée de stockage permise. En cas de stockage prolongé de ces déchets réceptionnés, ce tas est susceptible de rentrer en fermentation, y compris anaérobie avec formation de sulfure d'hydrogène et d'émettre des odeurs. Aucune mesure n'a été réalisée sur ce tas lors des mesures des émissions d'odeurs du site ;

- un bâtiment avec toiture fermé par un bardage métallique sur 2 cotés et des portes sectionnelles sur les cotés Ouest et Nord. Une turbine permet de maintenir le bâtiment en dépression et traiter l'air vicié via un biofiltre. L'équipe d'inspection a constaté que la porte est maintenue ouverte en exploitation, aucune fermeture automatique n'est prévue, et les employés ne la ferment pas à chaque passage avec une chargeuse ;
- 8 alvéoles de fermentation. Elles comprennent chacune des caniveaux longitudinaux équipés de drains et reliés à une turbine d'aspiration et à un biofiltre permettant de traiter l'air vicié collecté. Les caniveaux ont pour objet de maintenir une circulation d'air dans le compost en fermentation pour prévenir des conditions anaérobies favorables à la formation de sulfure d'hydrogène, composé caractéristique d'une odeur d'œuf pourri. L'exploitant indique que les turbines associées aux drains fonctionnent en aspiration et également en soufflerie (inversion de la turbine) notamment. Ces caniveaux n'ont pas pour but de collecter les odeurs des tas de compost. L'état des drains n'a pas pu être vérifiés compte tenu de la présence de déchets en fermentation.
- des aires de maturation dématérialisées ;
- une aire de stockage des composts finis ;
- une aire dédiée au criblage du compost issu de la phase de maturation comprenant un stockage des refus de criblage. Le refus de compost serait réintroduit dans le procédé selon l'exploitant. Il s'agit donc d'une matière fermentescible, susceptible de dégager des odeurs.

On note l'absence de bennes pour stocker les éventuels éléments indésirables qui seraient présent dans le compost ou le plastique reçu. L'exploitant indique que ce n'est pas nécessaire car les déchets reçus sont sélectionnés pour la qualité de leur tri. Les modalités de contrôle de la qualité des déchets reçus ne sont pas déterminées.

Les émissions d'odeurs mesurées sont sous-estimées (cf fiches de constat précédentes). L'exploitant ne dispose d'aucun dispositif pour prévenir et capter les émissions d'odeurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit collecter et canaliser les émissions de l'ensemble du procédé de compostage vers une installation d'épuration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Prévention des émissions odorantes.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 52

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances olfactives

Prescription contrôlée :

L'installation est aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de nuisances odorantes pour le voisinage. L'exploitant veille en particulier à éviter, en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des matières reçues ainsi que lors du traitement par compostage.

Constats :

Depuis 2020, le maire de la commune de Lunas signale régulièrement des nuisances olfactives :

<ul style="list-style-type: none"> - courrier du 3 septembre 2019 ; - courrier du 25 septembre 2019 ; - courrier du 7 août 2020 ; - courrier du 15 octobre 2020 ; - courrier du 19 février 2021 ; - courriel du 6 août 2022 ; <p>L'Association de Sauvegarde de la Haute Vallée de l'Orb (ASHVO) également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - courrier du 8 décembre 2022 ; - courrier du 20 janvier 2023 ; - courrier du 9 mai 2024. <p>Une pétition "STOP AUX NUISANCES" signées de 311 personnes a été transmise avec ce dernier courrier et signale les "odeurs nauséabondes" et les "invasions de mouches". Les personnes sont originaires principalement des communes du Bousquet d'Orb, de Caunas (commune de Dio-et-Valquières) et de Lunas.</p> <p>L'examen des conditions de fonctionnement de la société COMPOST ENVIRONNEMENT et l'examen des installations (cf écart relevés dans les fiches précédentes) ne permettent pas de garantir l'absence de nuisances olfactives pour le voisinage. L'installation n'est pas équipée pour prévenir sérieusement les nuisances olfactives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit reconsidérer l'aménagement de son procédé pour limiter les nuisances olfactives.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Prévention des émissions odorantes.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances olfactives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.</p> <p>Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. Lorsqu'il existe un comité de riverains, l'exploitant lui présente annuellement les mesures correctives qu'il a mises en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des plaintes pour les années 2023 et 2024 a été consulté.</p> <p>Il fait apparaître les plaintes transmises par la DREAL, directement reçu d'un unique riverain, ou transmises par l'association de sauvegarde de la Haute Vallée de l'Orb.</p>

Pour les plaintes mentionnées par cette dernière, les actions en réponse ne sont pas détaillées.

Type de suites proposées : Sans suite